

2021-03-31_maerz_pressespiegel_vsr

01.04.2021

Avenue ID: 858
Artikel: 10
Folgeseiten: 13

	25.03.2021	Le Républicain Le «Comité Broye-Vully 2x non» lance sa campagne contre les initiatives phytosan ...	01
	25.03.2021	Freiburger Nachrichten Wie weiter mit dem Raps?	04
	05.03.2021	Agri L'arrêt prolongé d'une importante huilerie fait pression sur le tournesol	08
	08.03.2021	Journal du Jura De justesse pour Goliath	10
	08.03.2021	La Côte De justesse pour Goliath	13
	06.03.2021	Journal du Jura Un oui clair à l'accord avec l'Indonésie	16
	01.03.2021	Die Grüne Schweizer Raps	17
	26.02.2021	Wirtschaftsflash Solothurn Dr. Martin Rufer, Direktor des Schweizer Bauernverbands, äussert sich zum Freiha ...	18
	02.03.2021	Le Temps Pour une huile de palme plus durable	19
	28.02.2021	SonntagsBlick Und warum nicht Rapsöl?	21



Le «Comité Broye-Vully 2x non» lance sa campagne contre les initiatives phytosanitaires

Votations du 13 juin Afin d'informer la population sur les enjeux de la votation sur les pesticides, un comité s'est présenté lors d'une conférence de presse le 17 mars



Devant deux des chars qui ont été disséminés dans la région, les conseillers d'Etat vaudois et fribourgeois, Christelle Luisier Brodard et Didier Castella, entourés par le Comité Région Broye-Vully 2x non, de g. à dr. Fabrice Bersier, Pascal Savary et Yves Gaillet

«Les conséquences d'un oui seraient catastrophiques pour la population suisse et le monde agricole, notamment de la région Broye-Vully, l'une des régions les plus nourricières de notre pays avec 35'000 ha de surface agricole», a souligné Fabrice Bersier, co-président du «Comité Broye-Vully 2x non» lors d'une conférence de presse sur le domaine de Daniel Würzler de Frasses le 17 mars dernier.

En présence des conseillers d'Etat vaudois, Christelle Luisier Brodard et fribourgeois, Didier Castella, ce comité s'est constitué pour lancer une campagne contre les deux initiatives anti-pesticides qui seront soumises au

peuple le 13 juin prochain.

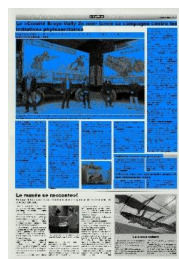
Un vrai tsunami

«On nous parle de première, deuxième et troisième vagues de Covid. Si ces initiatives passent, ce ne sera pas une vague, mais un vrai tsunami pour l'agriculture et pour les nombreuses entreprises du secteur agroalimentaire de notre région. Une partie des 1000 fermes de la région Broye-Vully n'y survivrait pas», a martelé Fabrice Bersier qui reconnaît toutefois le manque de communication avec la population, même la plus proche des exploitations.

Des initiatives extrêmes

«L'agriculture suisse est consciente

des enjeux sanitaires et des attentes des habitants du pays en matière de santé publique. La vente des produits phytosanitaires a d'ailleurs diminué de plus de 40% ces dix dernières années et il est prévu d'aller plus loin. La recherche y travaille et le monde agricole est prêt, mais ça ne se fait pas en un claquement de doigts. Les deux initiatives, de manière extrême, demandent de supprimer totalement les produits phytos, ce qui entraînera de sacrifier la production suisse au bénéfice des produits importés et la suppression de milliers d'emplois. Il s'agit de la survie du monde agricole de notre pays», a encore relevé Fabrice Bersier.



Une agriculture forte et durable

Pour sa part, Yves Gaillet, producteur bio depuis 2017 a relevé: «Je me suis mis de ce comité car j'en avais assez du débat bio - non-bio. Les agriculteurs reconnaissent leurs erreurs et sont prêts à s'adapter. Si la demande en produits bio augmente, ils feront le nécessaire pour y répondre».

Yves Gaillet voit un bon côté à ces initiatives qui ont permis de lancer un débat et des réflexions parmi les agriculteurs.

«Je souhaite une agriculture forte et durable. Les changements sont en cours et passent par la formation des jeunes», a-t-il conclu.

Des cultures appelées à disparaître

«Nous devons être conscients de la fracture qui existe entre consommateurs et agriculteurs et cette campagne est l'occasion pour expliquer les défis qui attendent le monde agricole», a relevé Christelle Luisier Brodard en plaidant pour une meilleure formation des jeunes et de la vulgarisation agricole.

«Si ces initiatives devaient être acceptées, les cultures comme la pomme de terre, la betterave ou le colza disparaîtront progressivement du paysage de la région, en raison des maladies non-maîtrisables mécaniquement», a-t-elle encore souligné.

2021, année cruciale pour l'agriculture suisse

«La population est de plus en plus exigeante sur la qualité des denrées alimentaires, que ce soit du point de vue de la santé, de l'environnement que

du bien-être animal. L'agriculture n'a pas attendu ces initiatives pour mettre en place de nombreuses mesures et les agriculteurs sont conscients des défis qui les attendent», a relevé le conseiller d'Etat fribourgeois Didier Castella.

Il a souligné qu'avec ces initiatives, l'année 2021 sera cruciale pour l'agriculture suisse, le commerce local et l'approvisionnement de notre pays. Elles vont mettre en danger de nombreuses filières, et inciteront à l'importation.

«Les initiants affirment que les entreprises transformatrices ont 10 ans pour s'adapter. En réalité, elles auront 10 ans pour construire leur centre de production à l'étranger», a lancé Didier Castella.

«Avec ces initiatives, nous allons vers la fin de nombreuses exploitations et l'augmentation de notre dépendance alimentaire par l'étranger», a-t-il encore relevé en soulignant que les produits importés contiennent souvent plus de pesticides que les produits traditionnels de notre pays sans parler du transport des produits sur plusieurs centaines de kilomètres qui ne va pas dans le sens de l'écologie. Et de rappeler que la baisse de l'auto-suffisance de l'huile de colza, par exemple, favorisera l'importation de l'huile de palme, néfaste à l'environnement des pays producteurs et pour notre santé.

Il s'est étonné de la lettre adressée par 340 signants au Conseil fédéral.

«Je ne comprends pas qu'ils puissent encourager une augmentation des importations alors que la production indigène s'avère souvent plus saine», a-t-il martelé.

Pour conclure, Didier Castella a relevé que la campagne va être difficile mais il fait appel à la solidarité nationale envers les agriculteurs pour éviter une «gueule de bois» le lendemain des votations.

Diverses actions de campagne

Une vingtaine de chars illustrés par le dessinateur Mibé ont été installés au bord des routes de la région. Ils dénoncent les conséquences des initiatives. «Ces illustrations originales ont pour but d'entamer le dialogue avec la population, ce que nous souhaitons», a expliqué Pascal Savary, co-président du comité.

Outre la distribution de 3000 boîtes de deux oeufs estampillées aux couleurs de la campagne, le comité prévoit diverses autres actions d'ici le 13 juin si la situation sanitaire le permet. **dan**



3000 boîtes de deux oeufs seront distribuées à la population d'ici Pâques



Initiative contre les pesticides

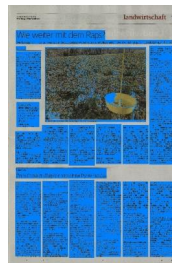
Cette initiative demande que l'utilisation de tout pesticide de synthèse dans la production agricole, la transformation des produits agricoles et l'entretien du territoire soit interdite. Elle souhaite également que soit

interdite l'importation à des fins commerciales de denrées alimentaires contenant des pesticides de synthèse ou pour la production desquelles des pesticides de synthèse ont été utilisés.

Initiative pour une eau potable propre et une alimentation saine

Le texte de cette initiative demande que les paiements directs ne soient plus accordés aux exploitations agricoles qui recourent aux produits phy-

tosanitaires de synthèse ou naturels, ou qui pratiquent l'élevage de leurs animaux avec des antibiotiques à titre prophylactique.



Wie weiter mit dem Raps?

Der Raps gehört in der Schweiz zu den bedeutendsten Ackerkulturen und Öllieferanten. Doch Schädlinge gefährden die Ertragssicherheit.

Benno Jungo

Raps ist in Europa, der Schweiz und auch im Kanton Freiburg eine wichtige Ackerkultur. Aus den winzig kleinen Samen, welche aus der Rapsschote gedroschen werden, entsteht wertvolles Öl für die kalte und warme Küche. Auch in der Schweizer Chipsherstellung hat Rapsöl andere Öle abgelöst. Die Nachfrage nach Schweizer Raps kann zurzeit nicht gedeckt werden. Raps ist die Kultur mit der längsten Vegetationszeit. Insgesamt steht er von Ende August bis Anfang Juli auf dem Feld. Raps ist wichtig für die Fruchtfolge. Durch den abwechselnden Anbau mit Getreide und anderen Kulturen hilft er den Landwirten, den Krankheitsdruck ihrer Böden auf natürliche Weise tief zu halten. Seine Pfahlwurzeln

«Ich glaube fest daran, dass wir auch noch in zehn Jahren gesundes in der Schweiz produziertes Rapsöl geniessen dürfen.»

Hans Ramseier
Dozent für Pflanzenschutz

lockern den Boden bis in die Tiefe und hinterlassen ihn für die nächste Kultur in optimalem Zustand. Raps beugt Nitratauswaschung im Winter vor und schützt den Boden vor Erosion. Doch der Raps hat auch mit Problemen zu kämpfen.

Insektentrio

Diese Probleme haben einen Namen und sind im Freiburgerland durchaus bekannt. Im Herbst kurz nach der Aussaat fliegen die Rapserdflöhe (Psylliodes

chrysocephala) in den Raps ein. Ist der Raps noch wenig entwickelt, können die Käfer ganze Pflanzen auffressen. In den anderen Pflanzen legen die Käfer ihre Larven ab. Diese fressen sich im Innern der Pflanze durch die Stängel, was zu Schäden führt, da so über den Winter Wasser in die Pflanze eindringen kann.

Kaum ist der Winter vorbei, kommt die nächste Schar von Käfern. Nun ist es der Rapsstängelrüssler (Ceutorhynchus napi). Auch er legt seine Eier in die Rapsstängel. Dort fressen sich die Larven fett, es kommt zu Verkrümmungen, Aufplatzen

der Stängel und Ertragseinbusen von bis zu 50 Prozent.

Kurz vor der Blüte, wenn der Raps seine Knospen bereit hat, um die gelbe Pracht zu entfalten, runden die Rapsglanzkäfer (Meligethes aeneus und Meligethes viridescens) das Schädlingstrio ab. Die Rapsglanzkäfer wollen hinter den Blütenstaub, welcher noch versteckt in den Knospen liegt. Dazu fressen sie Knospen auf, wodurch keine Blüte entsteht. Wo keine Blüte ist, kann es auch keine Frucht geben. Auch hier sind Ertragsausfälle von bis 50 Prozent möglich.

Die Schädlinge können mit In-

sektiziden bekämpft werden. Damit die Landwirte den richtigen Termin erwischen, stellen sie Gelbfallen mit Seifenwasser in ihren Feldern auf. Je nach Feld ist der Einflug der Schädlinge unterschiedlich stark und findet auch zu verschiedenen Zeitpunkten statt. Mit den Gelbfallen kann der Einflug überwacht werden. Wichtig ist, die Insektizidbehandlung weder zu früh noch zu spät durchzuführen.

Insektizide am Pranger

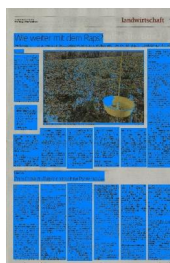
Der Erdfloh wie auch der Stängelrüssler können zurzeit nur

mit Insektiziden der Wirkstoffgruppe der Pyrethroide bekämpft werden. Im anliegenden Ausland haben die Schädlinge breite Resistenzen gegen die Pyrethroide entwickelt, und die Wirkungsgrade liegen zum Teil nur noch bei 40 bis 50 Prozent. Auch in der Schweiz kann man Resistenzentwicklungen beobachten, jedoch nicht in dem Ausmass wie in anderen Ländern. Da die Pyrethroide anhand neuer Messmethoden auch in Oberflächengewässern nachgewiesen werden können und aufgrund der tiefen Wirkungsgrade infolge der Resistenzen, wird in der EU

über ein Verbot diskutiert. Die Vergangenheit hat gezeigt, dass die Schweiz in solchen Fällen jeweils mitzieht.

Was dann?

Alternativen sind gefragt. Hierzu wurde das Projekt «Rapsanbau ohne Pyrethroide» von der Fachhochschule für Agrar-,



Forst- und Lebensmittelwissenschaften (HAFL) in Zollikofen unter der Leitung von Hans Ramseier, Dozent für Pflanzenschutz und Ökologie, gestartet. Darin wird untersucht, ob eine Untersaat zum Raps die Erdflöhe im Herbst ablenken könnte und ob die Saat eines Streifens Rübsen am Feldrand die Schädlinge anlocken und somit vom Raps fernhalten könnte.

Bei der Untersaat werden zusammen mit dem Raps andere Pflanzen ausgesät, so zum Beispiel Klee oder Ramtillkraut.

Diese Pflanzen sollen im Herbst den Boden bedecken und so Unkräuter unterdrücken und über den Winter abfrieren. So kann die Herbizidanwendung weggelassen werden, sofern keine Problemunkräuter wie Klebern, Kamillen oder Blacken vorhanden sind. Nun wird untersucht, ob diese Untersaat eben auch eine Ablenkungswirkung auf Erdflöhe haben könnte.

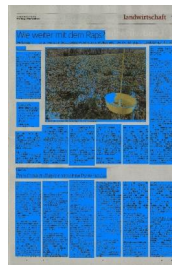
Dass die Schädlinge lieber auf Rübsen fliegen als auf Raps, ist schon länger bekannt. Diese Bevorzugung will man sich zunut-

ze machen und so die Schädlinge vom Raps fernhalten. Dies wird auch Push-and-pull-Strategie genannt, was mit «Fernhalten durch Anlockung» übersetzt werden kann. Die Rübsen müssen, sobald sie blühen, zerstört werden, da ihre Samen und ihr Öl nicht für den menschlichen Verzehr geeignet sind. Auf dieser Fläche muss etwas anderes, wie zum Beispiel ein Blühstreifen für Bestäuber und Nützlinge, gesät werden.



Für die Landwirte sind Gelbfallen ein wichtiges Hilfsmittel im Rapsanbau.

Bild Benno Jungo



Interview

Zum Projekt «Rapsanbau ohne Pyrethroide»

 Im Projekt werden Rapsparzellen im Raum Freiburg, Bern und Solothurn überwacht. Neben der HAFL sind auch weitere Forschungs- und Beratungsorganisationen, Branchenverbände und der Bund Träger des Projekts. 2021 ist das erste Versuchsjahr und es liegen zurzeit noch keine Resultate vor. Eine Parzelle liegt zum Beispiel in Schmitten, eine andere in Neueneegg. Dem Leiter des Projekts, Hans Ramseier, Dozent für Pflanzenschutz und Ökologie an der HAFL, haben wir ein paar Fragen gestellt.

Hans Ramseier, wie kam es zu diesem Forschungsprojekt?

Raps ist eine interessante Kultur sowohl für die Fruchtfolge als auch für einen guten Boden, zudem ist Rapsöl sehr gesund und gesucht auf dem Markt. Auf der anderen Seite sind Probleme mit Schädlingen, welche Resistenzen gegen Insektizide bilden, vor allem aus dem Ausland bekannt, und die Insektizidgruppe der Pyrethroide kann die Organismen von Oberflächengewässern gefährden. Dies und die Aussicht, dass Pyrethroide in der EU und damit auch in der Schweiz in einigen Jahren verboten werden könnten, war der Auslöser, um nach Alternativen zu suchen.

Zurzeit werden in der Schweiz rund 21000 ha Raps angebaut. Damit ist die Nachfrage nicht gedeckt. Wie entwickelt sich die Rapsfläche in der Schweiz, falls Pyreth-

roide wegfallen sollten?

Falls die Pyrethroide verboten werden, ohne dass gute Alternativen vorhanden sind, würde das das weitgehende Aus für den Rapsanbau bedeuten. Nur ein ganz kleiner Teil der Rapsfläche in der Schweiz wird biologisch bewirtschaftet. Das zeigt, wie schwierig es ist, ohne direkten Pflanzenschutz den Raps erfolgreich über die Runden zu bringen.

Die Ausgangslage für die Herstellung der Pyrethroide war Pyrethrum, ein Insektizid, welches durch Extraktion aus Chrysanthemenarten gewonnen wird. Dieses ist im Biolandbau zugelassen. Würde mit einem Verbot der Pyrethroide Pyrethrum ebenfalls verboten?

Nein, Pyrethrum würde nicht verboten und dürfte wei-

terhin als biotaugliches Mittel eingesetzt werden. Allerdings hat Pyrethrum keine Bewilligung im Raps. Es wird im Biolandbau im Obst-, Wein- und Gemüsebau eingesetzt. Es ist aber nicht davon auszugehen, dass dann anstelle von den Pyrethroiden Pyrethrum im Raps bewilligt würde.

Was sind die Unterschiede zwischen Pyrethroiden und Pyrethrum? Gibt es Unterschiede in der Herstellung oder Wirkung?

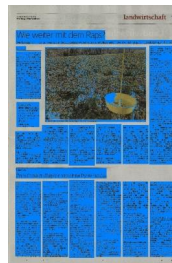
Die Wirkung von Pyrethrum war schon den Römern bekannt. Pyrethrum wird durch Extraktion aus Chrysanthemenblüten gewonnen. Es zersetzt sich rasch unter Einwirkung von Ta-

geslicht, womit die Wirkung rasch verloren geht. Die synthetisch hergestellten Pyrethroide haben eine bessere Stabilität und Wirksamkeit als das natürliche Pyrethrum. Beide sind sogenannte Kontaktinsektizide, welche als Nervengifte auf Insekten wirken. Pyrethrum ist ein biologisches (natürliches) Pflanzenschutzmittel, ist aber ebenfalls giftig für alle Insekten, auch für Nützlinge, und zudem sehr giftig für Fische. Biologisch heisst nicht giftfrei.

Das Testfeld im Sensebezirk hatte Ende Februar zwischen 147 und 835 Stängelrüssler in der Falle. Der Betriebsleiter hat keine Insektizidbehandlung durchgeführt. Wie beurteilen Sie diese Situation?

Es gibt keinen direkten Bezug zwischen den Fallenfängen und den effektiv auftretenden Schäden an den Rapspflanzen. Trotzdem sind 147 bis 835 gefangene Rüssler extrem viel, das heisst, der Landwirt geht ein übermässig hohes Risiko ein, dass ein grösserer Schaden entstehen könnte. Der Stängelrüssler kann Ertragseinbussen von bis 50 Prozent verursachen. Es braucht also schon ziemlich Mut, bei einem solch starken Druck auf eine Behandlung zu verzichten. Wir brauchen aber solche Landwirte, damit wir mit unseren Versuchen weiterkommen.

Die Rüben müssen, sobald sie blühen, weggemäht werden. Die Untersaat funktioniert nur, wenn keine Problemunkräuter vorhan-



den sind. Was soll ein Landwirt tun, wenn sein Feld die Voraussetzungen nicht erfüllt?

Problemunkräuter wie Disteln und Klebern können mit einer Untersaat nicht unterdrückt werden. Eine Möglichkeit ist mechanisches Hacken, da wird ein Teil der Problemunkräuter erfasst, aber der Landwirt müsste dann den Rest von Hand bekämpfen. In einer solchen Situation ist dann trotzdem eine Herbizidbehandlung die Lösung, weil die Handarbeit bald einmal aus dem Ruder läuft.

Wie verändert sich das Anbaurisiko für die Landwirte, wenn diese ausschliesslich mit Untersaaten und Rübsen gegen die Schädlinge vorbeugen können?

Das Risiko wird sicher stei-

gen. Wie gut der Ansatz funktioniert und wie weit das Risiko kalkulierbar wird, soll unser Projekt zeigen. Nach drei Jahren Forschung können wir sicher mehr dazu sagen.

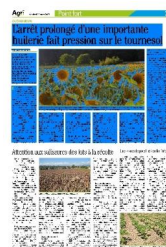
Gibt es alternative Kulturen für die Ölgewinnung, welche unter den Schweizer Klimaverhältnissen gut angebaut werden können?

Die wichtigste Alternativkultur wären sicher Sonnenblumen. Bei den Sonnenblumen haben wir aber ein höheres Risiko bezüglich Ertragsstabilität. Die Erträge schwanken von Jahr zu Jahr stark. Zudem werden Sonnenblumen häufig beim Auflaufen oder kurz vor der Ernte durch Vogelschwärme überfallen. Diese können sehr grosse Schäden oder gar Totalschäden verursachen. Soja wäre eine weitere Alternati-

ve, aber die hat deutlich höhere Ansprüche an das Klima als Raps, und die Unkrautunterdrückung ist deutlich schlechter als bei Raps.

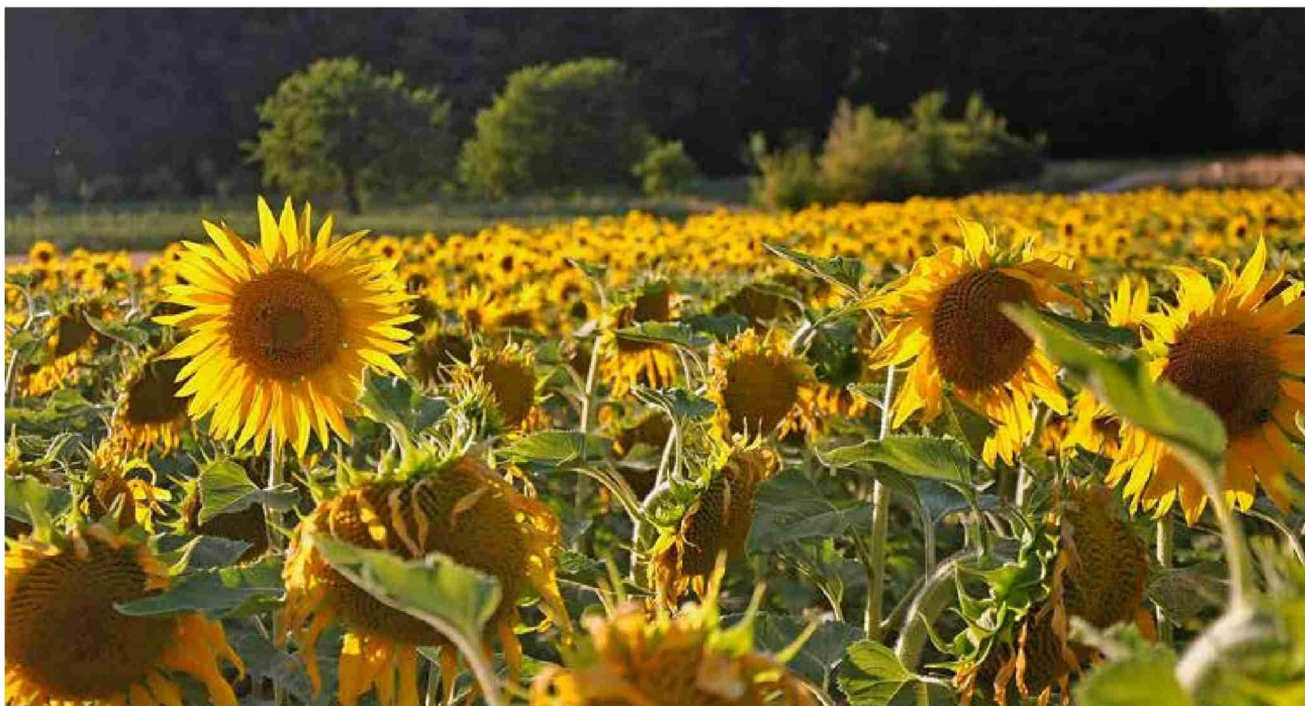
Was ist Ihre Einschätzung. Wie steht es um den Raps in zehn Jahren?

Ich hoffe sehr, dass Lösungen gefunden werden, denn der Raps ist eine sehr wertvolle Kultur vieler Schweizer Bauernbetriebe mit vielen Vorteilen in der Fruchtfolge. Es ist deshalb wichtig, dass früh genug nach Lösungen gesucht wird, damit der Raps weiterhin seinen Platz in der Fruchtfolge hat, wir uns an den golden blühenden Rapsfeldern erfreuen und ein gesundes in der Schweiz produziertes Rapsöl geniessen dürfen. Deshalb glaube ich fest daran, dass wir das auch noch in zehn Jahren erleben dürfen.



L'arrêt prolongé d'une importante huilerie fait pression sur le tournesol

Vincent Gremaud



Les capacités de pressage des huileries sont utilisées à leur maximum. La défection d'une seule entreprise de transformation a pour conséquence qu'une partie de la récolte 2020 de tournesol n'a pas pu être transformée en huile.

SP

La récolte 2020 de tournesol n'a pas totalement été pressée, faute d'une capacité de transformation suffisante après l'arrêt de l'une des trois principales huileries de Suisse. Une solution doit être trouvée pour le stockage et le pressage des prochaines récoltes.

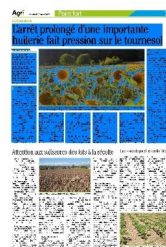
Les centres collecteurs peinent à écouler l'intégralité

des graines de tournesol récoltées en 2020, quand bien même les quantités réceptionnées n'ont pas dépassé les attributions. «Il reste actuellement environ 1500 tonnes de tournesol dans les cellules», confirme Pierre-Yves Perrin, directeur de la Fédération suisse des producteurs de céréales (FS-PC). «Ce sont les capacités de pressage qui sont insuffisantes: l'une des trois principales huileries du pays se trouve à l'arrêt depuis plusieurs mois suite à un problème technique. Les deux

autres huileries ont beau tourner en continu pour prendre en charge un maximum de graines à presser, cela ne suffit pas.»

Agri a obtenu la confirmation que l'huilerie à l'arrêt est l'entreprise argovienne Sildamin SA, sise à Wohlen. Cette dernière ne sait pas encore quand elle pourra reprendre ses activités.

Si le tournesol semble être la seule culture à souffrir de cette situation, c'est parce que le colza est plus facile à commercialiser. «La demande est



plus grande, notamment grâce au Swissness», souligne Pierre-Yves Perrin. «Le colza offre également une meilleure plus-value et le pressage est nettement plus rapide que pour le tournesol.»

Les stocks encore présents dans les silos sont constitués de tournesol classique et à haute teneur en acide oléique (HO), mais le bio semble épargné. La filière doit maintenant trouver des solutions pour stocker ces graines sans péjorer la prise en charge des récoltes à venir.

Production maintenue

Même si les stocks ne sont pas vides, la filière n'envisage pas de réduire la production de cette année. «Les attributions ont été décidées en juin dernier et il est difficile de revenir en arrière alors que les producteurs ont déjà prévu leurs rotations et commandé des semences», explique Pierre-Yves Perrin.

Pour rappel, le tournesol est une culture gérée par contrats. Réunissant producteurs, centres collecteurs et huilerie, la filière décide en été des quantités à attribuer pour la culture de l'année suivante. Chaque agriculteur sait ainsi la quantité dont la prise en charge au centre collecteur lui sera garantie. «A lui de définir ensuite la surface qu'il consacre à cette culture», relève Pierre-Yves Perrin.

Si la production dépasse les attributions, les surplus font généralement l'objet de pénalités. «Ces déductions sur les prix doivent servir à payer les coûts de stockage durant un an», indique le directeur de la FSPC. «Elles varient d'un

centre collecteur à l'autre, mais elles tournent autour des 10 francs par quintal.»

Un marché national influencé par le colza

Alors que les attributions annuelles convenues entre la FSPC et l'Association des producteurs suisses d'huile, de graisse alimentaire et de margarine (SwissOlio) se maintenaient autour des 18 000 tonnes de graines de tournesol depuis plus de dix ans, elles ont chuté à moins de 13 000 tonnes en 2020. La proportion des tournesols HO demeure stable, à environ deux tiers de l'intégralité des tournesols. La diminution abrupte de la production en 2020 a surtout été entraînée par la décision de l'entreprise Zweifel de se servir exclusivement d'huile de colza suisse pour la fabrication de ses chips. Afin de répondre à cette demande, la production de colza a été augmentée, mais les capacités de pressage des huileries sont restées les mêmes.

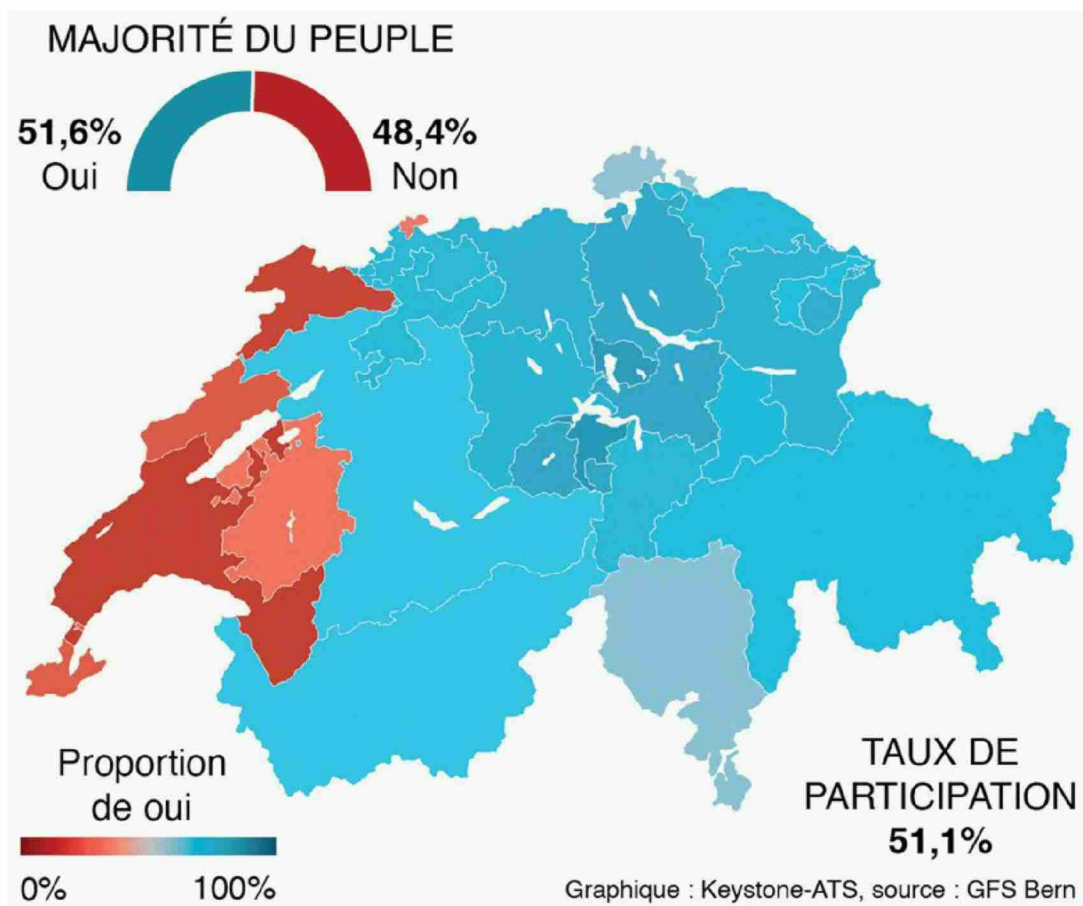
Pour cette année, les attributions de tournesol se montent à 14 456 tonnes. Dans un communiqué paru le 2 mars 2021, Swiss Granum estime que la surface consacrée à cette culture s'élèvera à environ 4 600 hectares. Quant aux prix moyens des tournesols, ils ont connu une légère hausse de 2017 à 2019, signe que la demande est là. Ce qui freine le développement de cette culture, c'est bien la capacité de pressage.



De justesse pour Goliath

ÉCONOMIE L'accord de libre-échange avec l'Indonésie est approuvé du bout des lèvres par le peuple suisse. Tous les cantons romands, à l'exception du Valais, ont refusé le texte. Côté alémanique, c'est un oui général.

PAR PHILIPPE CASTELLA





On a failli vivre un remake de David contre Goliath hier. Un petit vigneron genevois a lancé sa fronde contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et il a failli l'emporter presque tout seul contre la puissante Economie-suisse. Comme la réalité politique est plus prosaïque que l'histoire biblique, il a tout de même échoué, mais de justesse (51,65% de oui).

Willy Cretegny avait la défaite triomphante, hier. «Nous estimions avoir déjà gagné avant de connaître les résultats, dans le sens où nous avons réussi à ouvrir le débat sur ces accords de libre-échange.» Alors, le presque oui, c'est la cerise sur le gâteau: «Et c'est très réjouissant pour l'avenir, dans la perspective des prochains accords qui seront soumis au peuple.»

Le Genevois trépinait: «J'aurais bien aimé lancer un référendum avant, mais c'était le premier accord à être soumis au référendum facultatif. J'avais pesté contre le fait que celui avec la Chine ne l'était pas.»

L'exemple du menuisier

Son opposition à de tels accords est frontale: «Ce sont des échanges qui ne se font au profit que de certains et au détriment des populations et de l'environnement.» Pour ce vigneron, «importer de l'huile de palme d'Indonésie est une aberration, alors qu'on peut produire ici de l'huile de colza ou de tournesol». Il en appelle à «un changement de para-

digme pour aller vers une économie qui s'inscrit dans le respect des normes sociales et environnementales».

Willy Cretegny pointe l'absurdité de la globalisation en se servant de l'exemple du menuisier suisse: «La seule fenêtre qu'il va fabriquer, c'est durant son apprentissage. Il doit se contenter ensuite de poser celles en provenance de Roumanie ou de Chine.» Ce retour à des circuits économiques plus courts, notamment en matière alimentaire, a trouvé un écho durant la crise sanitaire, avec la fermeture des frontières en particulier. «Je crois que cela nous a aidés», reconnaît-il. «Mais cette pandémie est, elle-même, un effet entre autres de la globalisation.»

Non romand, sauf en Valais

Grâce au soutien apporté par le syndicat paysan Uniterre, le non l'a emporté presque partout en Suisse romande, où seul le Valais a dit oui. Les terres alémaniques sont en revanche restées en jachère. «Il faut absolument que j'apprenne l'allemand, parce que cela nous aurait peut-être permis de gagner», sourit-il.

Le ralliement assez tardif des Verts et surtout du Parti socialiste, sous l'impulsion de leurs jeunes pousses, a sans doute pesé dans la balance. «Nous étions un parti qui était sincèrement divisé entre plusieurs opinions», se défend Samuel Bendahan, vice-président du PS. L'inscription de critères de durabilité pour bénéficier de

réductions douanières, «c'est une première brèche, insuffisante, certes, mais intéressante en vue d'accords futurs», estime le Vaudois.

Et au final, ce tout petit oui renforce la position des milieux environnementaux en vue des prochains accords avec la Malaisie et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). Tout comme il renforce celle des milieux paysans, qui ont majoritairement soutenu cet accord, après avoir obtenu des protections pour la production d'huile indigène de colza ou de tournesol.

Ancien directeur de l'Union suisse des paysans et conseiller national PLR, Jacques Bourgeois pouvait afficher un large sourire hier, sous le masque de rigueur. Ce petit oui est ce qu'il pouvait espérer de mieux. «L'agriculture est tributaire d'une économie forte pour l'ensemble des subventions qu'elle reçoit», reconnaît-il. Mais les accords de libre-échange ne doivent pas se faire sur son dos. Celui avec le Mercosur pose en particulier les questions de l'importation de poulet brésilien et de bœuf argentin. Il faudra trouver des solutions pour que ces importations n'empiètent pas sur la production indigène. «Car si les milieux agricoles se rangent contre un accord, ça va être difficile de le faire accepter», analyse le Fribourgeois.

Le vent du boulet

Le monde économique a senti le vent du boulet. «L'ampleur du non en Suisse romande est



une préoccupation assez importante», reconnaît Carmelo Lagana, l'un des responsables romands d'Economiesuisse. Son explication? «Il nous a manqué du temps. C'est la première fois que les Suisses votent sur un tel accord. La part d'indécis est restée importante pendant longtemps. Et lorsqu'ils gardent des doutes, leur premier réflexe est celui du statu quo.» Et Carmelo Lagana de rappeler: «Les accords de libre-échange sont un peu une boîte noire pour les Suisses. Il y a tout un travail de sensibilisation à mener pour faire

comprendre que c'est l'un des instruments fondamentaux de la politique économique extérieure du pays. C'est le meilleur moyen d'assurer à nos entreprises un accès non discriminatoire aux marchés mondiaux.»

Pour sa part, le président de la Confédération, Guy Parmelin, a surtout cherché à positiver. «L'Indonésie est un important marché en pleine croissance. Il représente un énorme potentiel actuellement inexploité.» Le ministre de l'Economie a aussi souligné le côté historique de ce vote qui «inscrit pour la première fois des ré-

gles de durabilité dans un accord de libre-échange». Et d'annoncer que celui avec le Mercosur contiendra aussi un chapitre sur la durabilité.



“Les accords de libre-échange ne doivent pas se faire sur le dos de l'agriculture.”

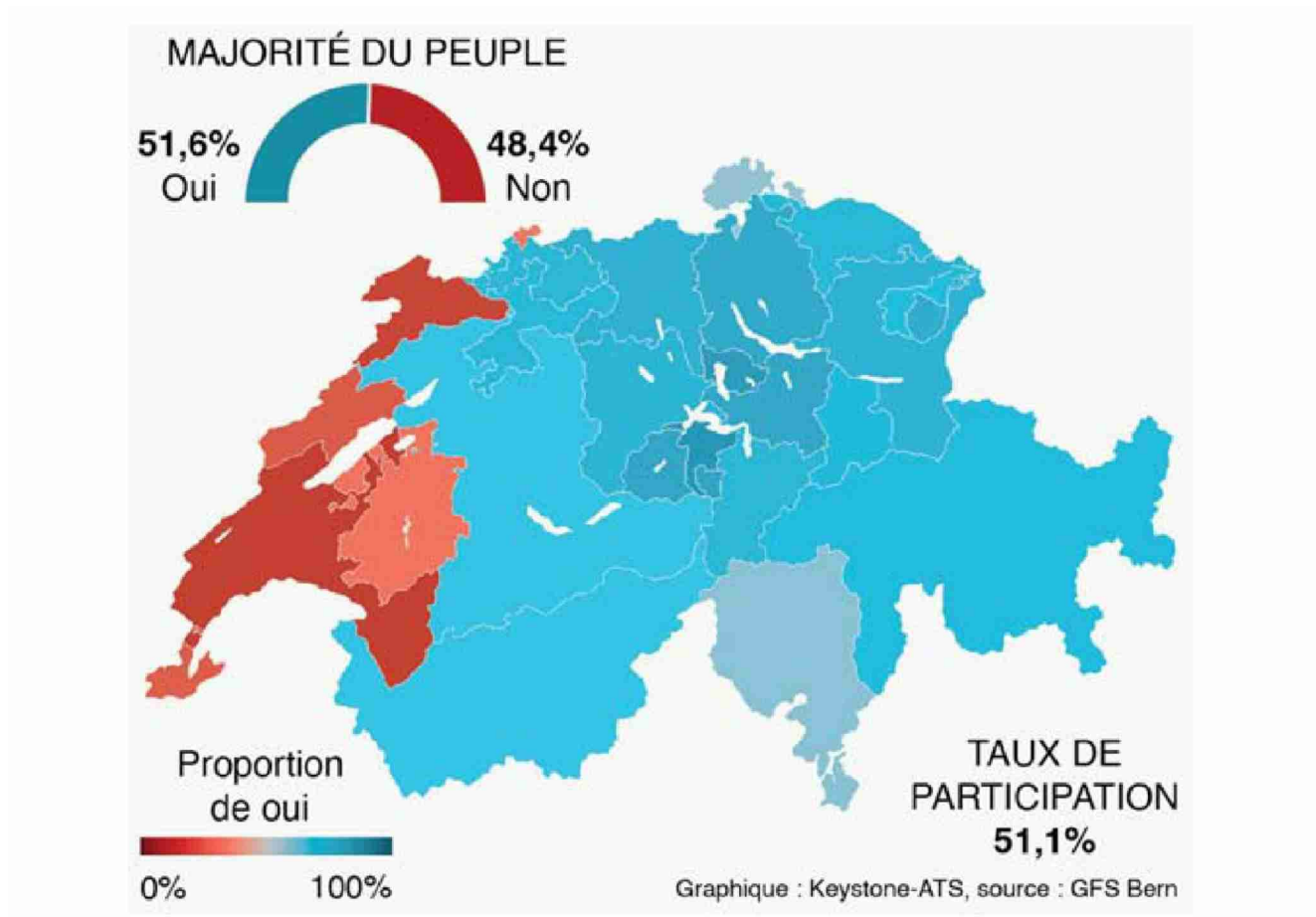
JACQUES BOURGEOIS

ANCIEN DIRECTEUR DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS, CONSEILLER NATIONAL PLR



De justesse pour Goliath

ÉCONOMIE L'accord de libre-échange avec l'Indonésie est approuvé du bout des lèvres par le peuple suisse. Tous les cantons romands, à l'exception du Valais, ont refusé le texte. Côté alémanique, c'est un oui général.
PAR **PHILIPPE CASTELLA**





On a failli vivre un remake de David contre Goliath, hier. Un petit vigneron genevois a lancé sa fronde contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et il a failli l'emporter presque tout seul contre la puissante Economie-suisse. Comme la réalité politique est plus prosaïque que l'histoire biblique, il a tout de même échoué, mais de justesse (51,65% de oui).

Willy Cretegny avait la défaite triomphante hier: «Nous estimions avoir déjà gagné avant de connaître les résultats, dans le sens où nous avons réussi à ouvrir le débat sur ces accords de libre-échange.» Alors, le presque oui, c'est la cerise sur le gâteau: «Et c'est très réjouissant pour l'avenir, dans la perspective des prochains accords qui seront soumis au peuple.»

Le Genevois trépinait: «J'aurais bien aimé lancer un référendum avant, mais c'était le premier accord à être soumis au référendum facultatif. J'avais pesté contre le fait que celui avec la Chine ne l'était pas.»

L'exemple du menuisier

Son opposition à de tels accords est frontale: «Ce sont des échanges qui ne se font au profit que de certains et au détriment des populations et de l'environnement.» Pour ce vigneron, «importer de l'huile de palme d'Indonésie est une aberration, alors qu'on peut produire ici de l'huile de colza ou de tournesol». Il en appelle à «un changement de para-

digme pour aller vers une économie qui s'inscrit dans le respect des normes sociales et environnementales».

Willy Cretegny pointe l'absurdité de la globalisation en se servant de l'exemple du menuisier suisse: «La seule fenêtre qu'il va fabriquer, c'est durant son apprentissage. Il doit se contenter ensuite de poser celles en provenance de Roumanie ou de Chine.» Ce retour à des circuits économiques plus courts, notamment en matière alimentaire, a trouvé un écho durant la crise sanitaire, avec la fermeture des frontières, en particulier. «Je crois que cela nous a aidés», reconnaît-il. «Mais cette pandémie est, elle-même, un effet entre autres de la globalisation.»

Non romand, sauf en Valais

Grâce au soutien apporté par le syndicat paysan Uniterre, le non l'a emporté presque partout en Suisse romande, où seul le Valais a dit oui. Les terres alémaniques sont en revanche restées en jachère. «Il faut absolument que j'apprenne l'allemand, parce que cela nous aurait peut-être permis de gagner», sourit-il.

Le ralliement assez tardif des Verts et surtout du Parti socialiste, sous l'impulsion de leurs jeunes pousses, a sans doute pesé dans la balance. «Nous étions un parti qui était sincèrement divisé entre plusieurs opinions», se défend Samuel Bendahan, vice-président du PS. L'inscription de critères de durabilité pour bénéficier de

réductions douanières, «c'est une première brèche, insuffisante certes, mais intéressante en vue d'accords futurs», estime le Vaudois.

Et au final, ce tout petit oui renforce la position des milieux environnementaux en vue des prochains accords avec la Malaisie et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). Tout comme il renforce celle des milieux paysans qui ont majoritairement soutenu cet accord, après avoir obtenu des protections pour la production d'huile indigène de colza ou de tournesol.

Ancien directeur de l'Union suisse des paysans et conseiller national PLR, Jacques Bourgeois pouvait afficher un large sourire, hier, sous le masque de rigueur. Ce petit oui est ce qu'il pouvait espérer de mieux: «L'agriculture est tributaire d'une économie forte pour l'ensemble des subventions qu'elle reçoit», reconnaît-il. Mais les accords de libre-échange ne doivent pas se faire sur son dos. Celui avec le Mercosur pose en particulier les questions de l'importation de poulet brésilien et de bœuf argentin. Il faudra trouver des solutions pour que ces importations n'empiètent pas sur la production indigène. «Car si les milieux agricoles se rangent contre un accord, ça va être difficile de le faire accepter», analyse le Fribourgeois.

Le vent du boulet

Le monde économique a senti le vent du boulet. «L'ampleur du non en Suisse romande est



une préoccupation assez importante», reconnaît Carmelo Lagana, l'un des responsables romands d'Economiesuisse. Son explication? «Il nous a manqué du temps. C'est la première fois que les Suisses votent sur un tel accord. La part d'indécis est restée importante pendant longtemps. Et lorsqu'ils gardent des doutes, leur premier réflexe est celui du statu quo.»

Et Carmelo Lagana de rappeler: «Les accords de libre-échange sont un peu une boîte noire pour les Suisses. Il y a tout un travail de sensibilisation à mener pour faire comprendre que c'est un des

instruments fondamentaux de la politique économique extérieure du pays. C'est le meilleur moyen d'assurer à nos entreprises un accès non discriminatoire aux marchés mondiaux.»

Pour sa part, le président de la Confédération Guy Parmelin a surtout cherché à positiver: «L'Indonésie est un important marché en pleine croissance. Il représente un énorme potentiel actuellement inexploité.» Le ministre de l'Economie a aussi souligné le côté historique de ce vote qui «inscrit pour la première fois des règles de durabilité dans un accord de libre-échange». Et

d'annoncer que celui avec le Mercosur contiendra aussi un chapitre sur la durabilité.



“Les accords de libre-échange ne doivent pas se faire sur le dos de l'agriculture.”

JACQUES BOURGEOIS

ANCIEN DIRECTEUR DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS, CONSEILLER NATIONAL (PLR)



VOTATIONS FEDERALES

Un oui clair à l'accord avec l'Indonésie

Avec une multitude de lettres de lecteurs les représentants de la gauche s'expriment pour un non sur l'accord de libre-échange avec l'Indonésie en argumentant, notamment, qu'il faut protéger notre agriculture et principalement la production du colza suisse contre l'huile de palme. Quelle contradiction de la gauche! Pour les prochaines votations, en juin, elle prône le oui pour les deux initiatives extrêmes anti-pesticides. Une position qui rendrait la production du colza en Suisse impossible en raison de la pression des parasites sur la culture.

Le Jura bernois est une région rurale, mais aussi un pôle d'industrie important, qui dépend fortement de l'exportation. Pour que le pouvoir d'achat du simple travailleur permette de soutenir aussi dans le futur notre agriculture locale et indigène, je vote oui le 7 mars sur l'accord de libre-échange équilibré avec l'Indonésie.

Markus Gerber, agriculteur, Bellelay



Stand**Punkt**

Kommentar von
STEPHAN SCHEUNER,
DIREKTOR SWISS GRANUM



Schweizer Raps

Für 2021 werden 106 000 t Schweizer Raps nachgefragt. Neben Swissness wird die Nachhaltigkeit beim Kaufentscheid wichtiger. In einer 2019 vom Verein Schweizer Rapsöl durchgeführten Studie bezeichneten 57 % der Konsumenten die nachhaltige Produktion als wichtig, 2015 waren es 46 %.

Die Ölsaatenbranche will die sozialen, ökonomischen und ökologischen Aspekte der Nachhaltigkeit im Schweizer Rapsanbau stärken. 2020 hat die Branche die Nachhaltigkeitsuntersuchung von Schweizer Rapsöl gegenüber importierten Speiseölen und das Projekt «nachhaltiger Rapsanbau» gestartet. Die Projekte werden vom BLW finanziell unterstützt und gehören zur Mehrwertstrategie der Ölsaatenbranche, die swiss granum erarbeitet.

Forschungsprojekte können mithelfen, die Risiken von Pflanzenschutz-Massnahmen weiter zu reduzieren und den agronomischen Herausforderungen (z. B. Reduktion Hilfsstoffeinsatz) zu begegnen. Damit kann den Erwartungen der

Gesellschaft an eine nachhaltige Nahrungsmittelproduktion noch besser entsprochen werden.

**Dr. Martin Rufer,
Direktor des
Schweizer Bauern-
verbands, äussert sich zum
Freihandelsabkommen
mit Indonesien.**



Martin Rufer, die Landwirtschaftskammer hat mit klarem Mehr die Ja-Parole für das Abkommen mit Indonesien gefasst. Warum unterstützt der Schweizer Bauernverband SBV das Freihandelsabkommen?

Das Abkommen wurde gut ausgehandelt. Beim Palmöl werden die Konzessionen nur für limitierte Mengen und ausschliesslich für zertifiziert-nachhaltig produziertes Palmöl gewährt. Damit wurden erstmals verbindliche Nachhaltigkeitsvorgaben in einem Freihandelsabkommen festgelegt. Das Abkommen zeigt, dass es möglich ist Freihandelsabkommen auszuhandeln, bei denen die Anliegen aller Wirtschaftszweige inkl. der Landwirtschaft berücksichtigt werden.

Was bedeutet das Freihandelsabkommen für die Schweizer Rapsöl-Produzenten?

Ich gehe davon aus, dass wegen dem Freihandelsabkommen kein Druck auf das Schweizer Rapsöl entsteht. Dies, weil die Konzessionen mengenmässig begrenzt sind. Es wird zu Verschiebungen bei den Herkunftsdestinationen des importierten Palmöls kommen. Künftig kommt wohl

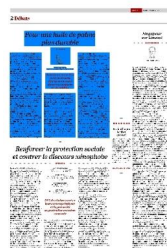
mehr aus Indonesien und weniger aus Malaysia. Das Abkommen enthält zudem eine Schutzklausel. Sollte das Schweizer Rapsöl wider Erwarten unter Druck kommen, könnten die Konzessionen beim Palmöl ausgesetzt werden.

Die globale Nachfrage nach Palmöl steigt seit Jahren. Wie wird die Entwicklung in der Schweiz verlaufen?

Ich erwarte keine Zunahme der Importe. Das Image von Palmöl ist negativ. Das hat dazu geführt, dass verschiedene Unternehmen der Nahrungsmittelinindustrie in den letzten Jahren Palmöl wieder durch Rapsöl oder Butter ersetzt haben. Die Konsumentinnen und Konsumenten wollen wieder vermehrt Lebensmittel, die regional und nachhaltig hergestellte Agrarrohstoffe enthalten. Dadurch sind die Importe von Palmöl und Palmkernöl für die Lebensmittelindustrie in den letzten zehn Jahren um einen Viertel gesunken.

Mit dem Abkommen fallen nicht nur hohe Zölle weg, es gilt auch bezüglich Nachhaltigkeit als äusserst fortschrittlich. Ist das Nachhaltigkeitskapitel in den Augen des SBV richtungsweisend?

Das ist effektiv ein wichtiger Schritt. Seit vielen Jahren fordern wir, dass in den Freihandelsabkommen Nachhaltigkeitsvorgaben festgelegt werden. Das Abkommen mit Indonesien erfüllt diese Anforderungen und wird damit auch Art.104a der Bundesverfassung gerecht. Ich hoffe, dass es künftig keine neuen Freihandelsabkommen mehr gibt, bei denen die Nachhaltigkeit nicht glaubwürdig verankert ist. sls



Pour une huile de palme plus durable

L'Union suisse des paysans (USP) s'est engagée avec la coalition sur l'huile de palme pour un accord de libre-échange (ALE) avec l'Indonésie ne compromettant pas l'agriculture suisse. Ce but est atteint! Par conséquent, les représentants paysans ont avalisé l'ALE au parlement, et l'USP s'est donc également prononcée en sa faveur. Bien sûr, l'ALE n'est pas en mesure de sauver la forêt pluviale en Indonésie. Il peut cependant contribuer à ce que l'huile de palme provienne de cultures plus durables à l'avenir.

Malgré les attentes de l'Indonésie, une importation illimitée d'huile de palme a été évitée. Des concessions n'ont été accordées que pour des quantités limitées. En outre, les droits de douane n'ont pas été abolis, mais seulement réduits. Les contingents pour la stéarine de palme et l'huile de palmiste ne posent pas de problème à l'agriculture suisse. Ces huiles sont principalement utilisées dans l'industrie. Dans le cas de l'huile de palme brute, qui fait concurrence aux huiles végétales et au beurre suisses, seul un petit contingent a été accordé.

Seule l'huile de palme répondant à certains critères en matière de culture durable bénéficie de droits de douane réduits. Tout d'abord, l'huile de palme doit être certifiée. La Confédération reconnaît en particulier le label RSPO, qui est très répandu à l'international. Ensuite, l'huile de palme doit être livrée avec un certificat d'origine dans des conteneurs de 22 tonnes. Il est ainsi possible de garantir la traçabilité et le contrôle de la certification jusqu'à la plantation.

Ces exigences de durabilité occasionnent des coûts aux producteurs et commerçants. Ces coûts correspondent environ à la valeur de la réduction tarifaire. Par conséquent, l'huile de palme

PIERRE-ANDRÉ PAGE

CONSEILLER NATIONAL UDC ET AGRICULTEUR

Jamais un accord ne

... **OPINION** ...



**s'est vu assorti
d'exigences aussi
élevées en matière
de durabilité**

serait importée à peu près au même prix qu'auparavant. Ce qui change, c'est la qualité de la marchandise. Au lieu d'importer de l'huile de palme issue d'une production douteuse, les importations proviennent davantage de cultures durables.

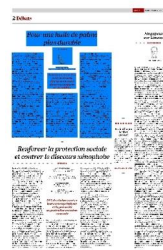
Les concessions tarifaires étant liées à des exigences de durabilité, l'ALE ne génère aucune pression accrue sur les prix. Le débat public sur l'huile de palme a même profité à la production suisse: de nombreux transformateurs préfèrent maintenant de plus en plus l'huile de colza et le beurre à l'huile de palme. La demande de colza a ainsi augmenté d'environ 20% ces dernières années. L'accord a également été assorti d'une clause de sauvegarde. Si les prix des oléagineux indigènes venaient à subir une pression inattendue, la Suisse pourrait aussi suspendre les concessions accordées.

Le titre de la campagne des opposants «Stop huile de palme» est trompeur et faux. De grandes quantités d'huile de palme sont déjà importées en Suisse. Cette quantité n'augmentera pas à la suite de l'accord. Ce qui change, c'est qu'avec l'ALE, l'huile de palme importée devra répondre à des exigences minimales. L'accord conduit

LE TEMPS

Le Temps
1002 Lausanne
058 269 29 00
<https://www.letemps.ch/>

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 32'473
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 2
Fläche: 35'228 mm²

Auftrag: 1070515
Themen-Nr.: 733.001

Referenz: 79927459
Ausschnitt Seite: 2/2

donc à une amélioration, alors que sans l'ALE, la situation actuelle restera intolérable. Les opposants combattent donc une amélioration qui va en réalité dans le sens de leurs revendications: plus de durabilité. Une telle attitude ne peut s'expliquer que par une vision idéologique étroite s'obstinant à dénigrer systématiquement l'huile de palme.

Jamais un accord ne s'est vu assorti d'exigences aussi élevées en matière de durabilité. Cet exemple montre qu'il est possible de trouver des solutions sans mettre en danger la production indigène, tout en rendant le commerce plus durable. Indépendamment de l'accord, la destruction de la forêt pluviale causée par la culture de l'huile de palme reste un problème. C'est pourquoi l'industrie, la restauration, le commerce de détail et les consommateurs doivent, eux aussi, renoncer si possible à des produits contenant de l'huile de palme. L'huile de colza et le beurre suisses représentent des solutions de remplacement saines et durables. Il est clair que les futurs ALE n'ont une chance que si la durabilité est prioritaire, si des normes relatives aux produits sont fixées et si l'agriculture suisse n'est pas mise en péril. De ce point de vue, l'accord de libre-échange avec l'Indonésie aura valeur de signal et mérite d'être approuvé dans les urnes. ■



Umstrittenenes Palmöl Und warum nicht Rapsöl?

Beim Freihandelsabkommen mit Indonesien scheint es nur um Palmöl zu gehen. Der Wander-Konzern will es deshalb in seinen Produkten durch Rapsöl ersetzen. Ist das die Lösung?

ELIANE EISENRING

Am kommenden Sonntag stimmt die Schweiz über das Freihandelsabkommen mit Indonesien ab. Im Zentrum der Diskussion steht Palmöl. **Vor allem wegen seines umweltschädlichen Anbaus hat es einen schlechten Ruf.** Gleichzeitig rückt die aktuelle politische Debatte die Tatsache ins Bewusstsein: In gut der Hälfte unserer Supermarktprodukte steckt Palmöl – von der Margarine bis zum Gutzli.

Die Lebensmittelindustrie versucht vermehrt, ohne das tropische Pflanzenöl auszukommen. Schon vor zwei Jahren kündigte die Wander AG an, bis Ende 2021 für Produkte wie Ovomaltine oder Caotina keines mehr zu verwenden. Zu 90 Prozent sei das bereits gelungen, sagt eine Sprecherin. Mit der Umstellung gehe das Unternehmen auf ein Kundenbedürfnis ein.

Doch Palmöl zu ersetzen, ist nicht einfach. Anders als andere Öle ist es auch nach längerer Lagerung geruchlos. In Brotaufstrichen sorgt es für die cremige Konsistenz. Nicht zuletzt ist Palmöl das **billigste aller pflanzlichen Öle** – Zollbelastungen in-

klusive. Und doch hat Wander nun seine Produktionsanlagen umgerüstet: auf Schweizer Rapsöl.

Zwei Jahre brauchte die Forschungsabteilung des Konzerns, um mit einer Mischung aus festem und flüssigem Rapsöl die gleiche Produktqualität zu erreichen wie zuvor. Neben der Forschungsarbeit investierte Wander auch in eine neue Produktionsanlage. Auch das teurere Rapsöl liess die Preise der Produkte steigen.

Nicht nur wegen der Kosten steht die Lebensmittelindustrie generell vor der Frage, ob Palmöl komplett vermieden oder – im Interesse der Umwelt – eher dessen nachhaltiger Anbau gefördert werden soll.

Jan Atteslander von Economie-suisse plädiert für Letzteres: **Bei zertifiziertem Palmöl werde weder illegal der Urwald gerodet** noch die Vertreibung von Menschen einkalkuliert. Der Anbau sei ökologisch und die Bedingungen für die Arbeiter stimmten. Das garantiere die Herkunftsbezeichnung RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil).

Das Umweltlabel ist nicht umstritten. Rudi Berli von der Landwirtschaftsorganisation Uniterre warnt: **«Der Standard**

ist auf Papier gut definiert, aber vor Ort herrschen gravierende Mängel. Seit 16 Jahren gibts den RSPO, eine wirkliche Verbesserung in der Nachhaltigkeitsbilanz ist ausgeblieben.» Berli plädiert deshalb dafür, so weit wie möglich auf Palmöl zu verzichten.

Beim Freihandelsabkommen mit Indonesien geht es nicht um ein Importverbot. Wie Jan Atteslander erklärt, werde **sowohl bei einem Ja als auch bei einem Nein weiter Palmöl aus Indonesien importiert** – «nur halt entweder mit Regeln zu nachhaltigem Anbau oder ohne».

Wäre Rapsöl überhaupt eine lohnende Alternative zu Palmöl? Nur teilweise, meint Atteslander.

Palmöl lasse sich nicht überall ersetzen. Und: «Einfach ein anderes Öl zu benutzen, reicht nicht.» **Wichtig sei, dass die Produktion wirtschaftlich, sozial und ökologisch nachhaltig sei.** Mit der Verwendung von Schweizer Rapsöl unterstützt Wander einerseits die heimische Landwirtschaft, verkürzt aber auch die Transportwege. Biologisch angebaut hingegen ist dieser Raps nicht. «Die Menge in der Qualität, die wir benötigen, ist zurzeit in der Schweiz mit biologischer Zertifizierung nicht verfügbar», so eine Sprecherin.

Generell wird in der Schweiz

immer noch weniger Raps angebaut, als gebraucht wird. Das liegt daran, dass sich der Anbau finanziell nicht lohnt, erklärt Rudi Berli: **«Die Produzenten bekommen aktuell zu wenig Geld für ihren Raps.** Der Anbau ist überhaupt nur dank Zahlungen vom Bund möglich.»

Um den Anbau auszuweiten, müsste also der Preis für das Öl steigen – mit der Folge, dass die damit hergestellten Lebensmittel teurer würden. Würde der Anbau heimischer Öle europaweit ausgebaut, wäre es laut Berli immerhin realistisch, komplett auf Palmöl zu verzichten. ●





In der Schweiz wird noch
immer weniger Raps angebaut,
als gebraucht wird.

Fotos: Peter Gerber, Keystone